



**ZESUMMEN ENG BRÉCK FIR
EUROPA**

**TOGETHER, A BRIDGE FOR
EUROPE**

**ENSEMBLE, UN PONT POUR
L'EUROPE**

Our stance for the EU

Notre vision pour l'UE

PRÉFACE

➤ Unis dans la richesse de nos différences

What are Zesummen and d'Bréck's values?

Que représentent exactement les valeurs de Zesummen et de d'Bréck ? Nous nous définissons d'une part par nos valeurs fondamentales qui caractérisent chacune des deux composantes de la coalition et d'autre part par notre mission et nos objectifs pour la politique européenne, au Luxembourg, en Europe et dans le monde.

Nos trois principales missions :

I PROMOUVOIR L'UNION EUROPÉENNE

Zesummen et d'Bréck sont synonymes d'humanisme et de métissage culturel pour toutes et tous.

> We would like the EU to pursue its democratic integration process, while opening up to a better enforcement of public international law, thus ensuring an improved external control of compatibility of EU law with international standards.

> We would like the EU to be submitted to an external control of compatibility with human rights under public international law and that overarching international organisation adopt a democratic governance model, thus making the EU part of an international community where “all Members of the United Nations, in order to contribute to the maintenance of international peace and security, undertake to make available to the Security Council, on its call and in accordance with a special agreement or agreements, armed forces, assistance, and facilities, including rights of passage, necessary for the purpose of maintaining international peace and security” (Article 43(1) of the UN Charter, never implemented). Such a global army ought to be subject to political scrutiny by a globally elected representative body.

II EMPOWER CITIZENS

Zesummen and d'Bréck would like to confer more powers to the citizens in comparison with Nation-States. We would like to improve protection against all sort of discrimination, including linguistic discriminations, which are not sufficiently addressed in neither national nor European law.

> We would like all residents to be allowed to vote in EU elections, as is already the case for municipal elections. This is indeed legally feasible: national law may go beyond EU law. For instance, Belgium allows young voters to vote as of 16. Of course, third country nationals, if allowed to vote at the EU elections in Luxembourg, will not be eligible: they would be able to vote without the possibility of being elected, as this wouldn't be allowed by EU law. We need a European Parliament which is a fully-fledged legislator instead of merely a co-legislator.

> We would like frontier workers to have the possibility to vote at future EU elections in their Member State of employment, as is already the case at the so-called “social elections” in Luxembourg. If need be, Treaty changes could be considered in order to allow this.

III TACKLING ENVIRONMENTAL CHALLENGES

Comme tous les citoyens éveillés, nous sommes plus que préoccupés par les enjeux environnementaux liés aux des politiques publiques. La décarbonation de l'économie dans son ensemble doit être un objectif incontournable et celle-ci devrait se faire dans les meilleures conditions sociales. La décarbonation passe par une refonte complète des systèmes de production électrique (production locale, réellement décarbonée et non dangereuse, illimitée quant aux ressources employées) autant que de la consommation (principe du consommateur devant produire lui-même l'énergie qu'il consomme). La décarbonation passe également par des politiques sylvicoles audacieuses de plantation d'arbres et d'exploitation locale des forêts, notamment pour les besoins du secteur de la construction et la décoration ; par l'utilisation de la biomasse à des fins énergétiques... La décarbonation implique par exemple l'amélioration des transports

publics et des transports en commun partout en Europe, au détriment de la voiture particulière, et notamment le développement des grands axes européens (Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg, Paris-Vienne, Europe du Sud/Europe du Nord, etc.). La décarbonation, c'est encore par exemple la création de filières européennes de production des composants locaux permettant la production d'électricité.

> Nous voulons la promotion des énergies renouvelables (éolien terrestre ou maritime, hydroélectricité, biomasse, photovoltaïque), allant de pair avec une politique active de reboisement et d'amélioration du réseau ferroviaire intra-européen. Le prix des billets de train devrait baisser partout au sein de l'UE, voire devenir un bien commun, donc gratuit comme au Luxembourg.

EN MATIÈRE D'ÉCOLOGIE :

Nous plaçons la **règle verte** au sommet de la hiérarchie des normes : on ne peut pas consommer plus de ressources au cours d'une année que ce que la Terre peut produire au cours de la même période.

Les impacts du changement climatique affectent la planète tout entière. Nous voulons garantir une énergie durable en mettant plus de moyens pour la recherche afin de réduire l'ensemble des déchets nuisibles pour l'environnement.

Notre concept d'optimisation est le crédit carbone, en application du principe du pollueur-payeur. Ce principe est partiellement consacré par la législation, mais il faut en étendre l'application et la mise en œuvre.

Il importe de cofinancer des projets de reforestation en Afrique et en Amérique latine pour compenser les niveaux de CO2 sur notre planète, allant ainsi au-delà de la législation européenne la plus récente, qui se contente de sanctionner la commercialisation de produits issus de la déforestation.

Nous souhaitons développer des partenariats internationaux afin de produire de l'énergie propre grâce au développement des nouvelles technologies et des énergies renouvelables.

La destruction des forêts causée par la déforestation et les incendies envoie chaque année des milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère. Il est donc important de stocker le carbone et d'en empêcher la libération pour lutter contre le réchauffement climatique et protéger l'environnement. La reforestation est devenue impérative afin de réduire la détérioration de l'écosystème et lutter contre la crise climatique, cause de températures extrêmes comme les vagues de chaleur de plus en plus fréquentes qui peuvent accroître la mortalité, faire baisser la productivité et endommager les infrastructures. Il est important que l'UE mette en place des mécanismes pour reboiser nos forêts, les espaces communs, d'encourager toutes initiatives visant à lutter contre le réchauffement climatique et veiller à pérenniser ces actions, le cas échéant par une législation pénale criminalisant les comportements fautifs.

Ceci passe également par une sensibilisation et une mobilisation de la population, car la protection de la forêt est l'affaire de tous.

Il s'agit également de limiter l'impact humain sur les écosystèmes et de limiter fortement la « bétonisation » ou l'avancée de l'homme dans des zones non encore exploitées. Ceci permettra de limiter autant que faire se peut les épizooties ou épidémies telles que celles de la grippe aviaire ou de la Covid, dont une partie des travaux scientifiques attribue l'origine aux contacts nombreux et rapprochés d'espèces sauvages avec les humains.

PROGRAMME

1. ECOLOGIE

A. Transition énergétique

1. Nous sommes en faveur de l'interdiction des carburants biosourcés pour réserver les terres agricoles aux seuls besoins alimentaires ou de production textile.
2. Nous sommes en faveur de l'interdiction de produits électriques ou de gaz biosourcés fonctionnant grâce à l'importation de déchets extra-européens.
3. Nous sommes pour le lancement d'un grand plan européen relatif aux énergies renouvelables : éolien en mer et terrestre, photovoltaïque (obligation dans les nouvelles constructions), biomasse, hydro-électricité... passant notamment par de forts crédits alloués à la recherche scientifique dans ces domaines spécifiques.
4. Nous sommes pour la sortie progressive du nucléaire dans tous les États membres et sur une réflexion approfondie et dépassionnée sur les différents usages de l'énergie nucléaire au sein de l'UE, même s'il s'agit d'une compétence essentiellement nationale.
5. Concernant le Plan à l'horizon 2050, nous sommes en faveur de l'inscription d'une limitation maximale de production d'énergie. Cela irait ainsi au-delà de législation européenne actuellement en vigueur, qu'il faudrait modifier.
6. Nous sommes pour le basculement du parc automobile vers l'électrique/l'air comprimé/l'hydrogène et d'autres solutions bas carbone, avec obligation de production individuelle de sa propre électricité, la limitation de la puissance des moteurs et le développement prioritaire de l'offre de transport public.
7. Nous sommes pour un Plan de transports en commun gratuits et électriques dans l'ensemble de l'UE.
8. Nous sommes pour la taxation forte au niveau européen du kérosène et l'augmentation conséquente des taxes d'aéroport.
9. Nous sommes pour favoriser le transport par mer ou terrestre sans pétrole, ce qui passerait par un plan d'investissement de l'UE.

B. Biodiversité

1. Nous sommes pour un **minimum élevé de couverture sylvicole** dans chaque pays.
2. Nous sommes pour la **sanctuarisation des zones Natura 2000** ou autres zones réputées d'intérêt biologique remarquable (impossibilité de déclassifier même par compensation).
3. Nous sommes pour l'uniformisation des normes et des interdictions des produits phytosanitaires au niveau européen (néonicotinoïdes, *pfas* ou autres produits phytos notoirement connus comme cancérigènes).
4. Nous sommes pour la **reforestation et la plantation** de haies à grand échelle. Nous sommes pour l'Interdiction des monocultures d'arbres et pour un plan ambitieux d'accompagnement aux pratiques vertueuses aux agriculteurs et producteurs.
5. Nous sommes pour l'**interdiction de solutions de pompage** phréatique à grande profondeur pour l'irrigation mais pour l'adaptation des milieux et des cultures au changement climatique.
6. Nous sommes pour la **taxation des importations** de nourriture animale hors UE.

C. Sécurité alimentaire

1. Nous sommes pour *l'augmentation* des aides à l'agriculture biologique et la *diminution* des aides à l'agriculture productive.
2. Nous sommes pour la **réorientation** des productions exportatrices vers les besoins européens et la grande limitation des productions végétales dédiées aux agro-carburants.
3. Nous sommes pour la **promotion** des politiques végétalistes.
4. Nous sommes pour la **limitation** de la puissance des tracteurs et orienter la recherche vers des équipements vertueux.
5. Nous sommes pour le fait de **favoriser l'économie locale** des ressources agricoles via des circuits courts ou systèmes de marché/livraison/Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP).
6. Nous sommes pour l'**obligation de proposer des plats végétariens** dans les restaurants.

2. Diversité humaine

Nous militons pour une Union et un monde prospère, avec une diversité humaine heureuse et assumée et non pas simplement subie.

La diversité se doit d'être davantage qu'une simple juxtaposition de nationalités, couleurs de peau, cultures et civilisations muettes, pour devenir une véritable construction sociale active où chaque personne se sent prise en compte dans son devenir global.

Nous œuvrons pour une diversité agissante et abolissons le sentiment de se sentir étranger à soi-même dans un univers fixé par des différences.

La pandémie de la Covid-19, ainsi que les excès des mesures prises pour y faire face, ont mis à rude épreuve l'ensemble de la société du Grand-Duché et de l'UE. Comme dans toutes les crises, ce sont celles et ceux qui étaient déjà dans une situation vulnérable et/ou précaire qui ont le plus souffert de ses conséquences économiques et sociales.

Les contacts sociaux ont été durablement réduits. Le vivre-ensemble est durement impacté et seule une politique proactive et cohérente pourra créer les conditions permettant à toutes les composantes de la société de trouver une réponse à leurs aspirations légitimes et de contribuer à une vraie cohésion sociale dans l'intérêt de notre bien commun.

De ce fait, nous alertons sur la mise en danger de la cohésion sociale du fait des discours identitaires, anti-étrangers ou anti-frontaliers de certains responsables politiques, médias ou autres acteurs publics qui n'hésitent pas à alimenter les clivages et la banalisation de la haine.

Nous proposons une allocation de vivre-ensemble au niveau de l'Union afin que chacun s'adapte à la culture locale en vue de l'objectif d'une vie en société harmonieuse.

Firwat künstlech Divisiounen schafen am plaz d'Realitéit ze akzeptéieren, sou wéi si ass: eng Realitéit vu Migratiounen an all Richtungen, vu kulturellem Austausch an Evolutiounen vu ganz Zivilisatiounen? Wat brauch een, fir einheimesch ze ginn? Si mir net all Migranten, Net-einheimeschen, Ausländer fir iergendeen, och innerhalb vun déi selwecht ethesch Grupp?

Zesummen an d'Bréck wäerten een universellen Humanismus promouvéieren an ee lokal upassen. D'Politik brauch een neien demokrateschen Otem, een adelegen Opschwong. Den Niveau, op dat si gesonk ass, ass fir d'Majoritéit vun deene Leit alarmant ginn. Ideendebatten, grouss Idealer, si méi néideg wéi jee, fir sech weider ze verbessern am Alldag.

3. Santé publique

Chaque être humain doit pouvoir accéder à des soins de qualité. Ainsi, nous optons pour le partage des études sur les maladies rares afin de sauver des vies et d'œuvrer en faveur du bien-être de l'espèce humaine.

L'État luxembourgeois, tout comme d'autres États membres, mettent des moyens considérables au service de la santé publique, néanmoins nous observons une recrudescence des maladies comme le diabète et l'hypertension, d'où l'importance des formations continues du personnel de la santé déjà mises en place dans certains des pays européens.

Il semble nécessaire d'assurer un encadrement éducatif pour l'ensemble de la population pour lui garantir une bonne hygiène de vie et ainsi lutter contre les troubles de la santé faciles à éradiquer moyennant une bonne éducation.

Malgré les meilleurs soins possibles apportés aux personnes, leur état de santé reste parfois précaire en raison d'autres facteurs, extérieurs à la qualité des soins, qui impactent lourdement la santé.

Nos recherches nous ont amenés à étudier les relations entre la santé, l'économie, l'environnement et l'éducation, montrant leur très forte interdépendance concernant les conséquences sur le bien-être des personnes.

Nous nous engageons pour définir et développer des moyens d'action en faveur de la santé des personnes en prenant davantage en compte les contextes de vie et les situations individuelles.

Le Luxembourg, comme d'autres États membres de l'Union, investit déjà des moyens considérables au service de la santé de ses résidents. Néanmoins, la hausse des maladies transmissibles comme des maladies non transmissibles se poursuit, en particulier les maladies cardio-vasculaires, les troubles mentaux dès le plus jeune âge et la dépression.

Il semble se constituer de véritables trappes à pauvreté au sein même des États membres, et l'examen attentif de ce constat montre encore l'interdépendance entre le mauvais état de santé mental et physique des personnes et l'incapacité d'insertion socio-professionnelle.

Zesummen et d'Bréck entendent travailler de façon réellement inclusive, en particulier dans l'objectif de réduction de la pauvreté, de l'amélioration de la santé des personnes et pour une éducation et une instruction égalitaires.

En matière de bioéthique, nous sommes favorables à une réflexion approfondie au niveau de l'Union au sujet d'un effort d'harmonisation du cadre juridique national visant à protéger la dignité humaine à l'égard des applications de la biologie et de la médecine. Même si les compétences de l'Union en matière de santé publique sont simplement des compétences dites « d'appui », l'unanimité au Conseil, ou bien de futures modifications des traités pourraient

permettre à l'UE d'adhérer par exemple à la Convention d'Oviedo et à ses protocoles, ce qui pourrait permettre d'introduire la bioéthique au sein du droit de l'Union. L'article 2 de cette convention stipule que « l'intérêt et le bien de l'être humain doivent *prévaloir sur le seul intérêt de la société ou de la science* ».

4. Éducation

Nous voulons un système éducatif adapté au multiculturalisme luxembourgeois et de l'UE, comprenant la promotion de la culture européenne commune. L'évolution du système éducatif devra aller de la formation à l'embauche d'enseignants européens.

Nous voulons créer des critères de sélection plus larges pour les enseignants pour un pays qui compte plus de 168 nationalités et 48% de non-Luxembourgeois.

Les questions comme le racisme et la discrimination doivent être intégrées dans le cursus scolaire de base et à l'université, partout au sein de l'UE. Les citoyens seront ainsi éduqués très tôt sur l'idée d'une citoyenneté tolérante comme s'exprime les diverses composantes sociales qui vivent au Grand-Duché de Luxembourg et en Europe.

Nous voulons une école où l'émulation remplace la compétition, où l'enfant est valorisé et se trouve au centre du système éducatif.

5. Démocratie participative

- Nous voulons la mise en place de véritables listes européennes transnationales avec répartition équitable entre pays
- Nous souhaitons l'Élection du/de la Président.e de la Commission européenne au suffrage universel
- Nous souhaitons introduire la possibilité pour les citoyens d'adresser des propositions d'actes législatifs au Parlement européen et au Conseil sur la base d'un certain nombre de signatures recueillies au niveau européen. Il s'agit ainsi de réformer les pétitions européennes, en permettant aux citoyens de proposer directement des actes législatifs plutôt que d'inciter la Commission européenne à le faire, quitte à ce que celle-ci améliore le contenu et la forme de la proposition citoyenne.

6. Une diplomatie militante pour l'UE

L'UE devrait pratiquer la diplomatie militante afin de renforcer la cohésion des États membres et de redevenir un être acteur de premier plan sur le plan mondial au service de la paix et du développement durable, en mesure de s'affranchir de l'hégémonie des grandes puissances.

Il est vital de résoudre les problèmes essentiels de l'Europe telles que la paix mondiale et la défense commune moyennant un projet fédéral cohérent d'**États-Unis d'Europe**.

Avec une diplomatie militante, engagée, l'UE pourrait se repositionner dans la bonne direction, sans mettre **genou à terre**, en vue d'enterrer les maux qui minent la construction européenne et les relations internationales.

7. La résolution des conflits

Nous privilégions la résolution des conflits par le dialogue car **il n'y a pas de chemin vers la paix, la Paix est le chemin.**

Nous optons pour le dialogue dans tout contentieux par la mise en valeur d'un leadership pacifique.

8. Economic and social policies

In order to prevent social dumping, the scope of the “European Semester” should be expanded so as to include exchange of good practices between Member States. They all have an interest in keeping their skilled workers. Member States should be encouraged to learn from one another how to achieve the same level of economic development. The anti-fraud measures via OLAF and EPPO, in order to improve public spending of EU budget.

Social policies of the EU should be further developed, so as to include a harmonisation of the housing measures. It isn't normal that a couple of landowners control the housing policies of an entire country such as Luxembourg. Social housing could be established on a regional basis, e.g. within the Greater Region or even via an enhanced cooperation with a minimum of 9 Member States, so that all residents are entitled to decent housing conditions, without having to become frontier workers.

9. Immigration et droit d'asile

La politique migratoire européenne est trop politisée. Nous sommes passés du *wir schaffen das* de Merkel à une politique européenne de repli, sans que le droit fondamental à l'asile et à l'accueil ait changé.

Frontex, qui a pour mission la surveillance des frontières extérieures de l'UE, a montré ses limites dans la gestion humanitaire des flux migratoires.

Nous voulons créer une zone tampon au Sahel, laquelle sera la **Silicon Valley africaine**.

Nous souhaitons améliorer les partenariats internationaux afin de trouver des solutions pérennes à l'accueil de demandeurs de protection internationale.

L'exil ou la migration ne sont jamais un choix. Tout un chacun souhaiterait vivre dignement là où ils résident et où ils sont nés. L'Europe se doit de privilégier un co-développement équitable et équilibré avec les zones proches de l'Europe pour diminuer les migrations économiques.

10. Politique de sécurité et de défense commune de l'UE

L'article 42, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne, dispose :

« La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune. Elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires. L'Union peut y avoir recours dans des missions en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies. L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres ».

L'UE devrait s'appuyer davantage sur cet article afin d'éviter de faire dépendre sa Sécurité et sa défense commune du bon vouloir de l'OTAN ou de puissances étrangères. Plus d'autonomie dans ce domaine est nécessaire. D'un autre côté, la politique extérieure de l'UE devrait militer pour une réforme en profondeur de l'ONU, afin que le Conseil de sécurité ne politise pas les enjeux humanitaires et la mise en œuvre du droit international public. L'ONU doit être adossée à une structure de gouvernance démocratique telle que le Conseil de sécurité soit contrôlé par une assemblée élue au suffrage universel direct.

11. Pour une véritable politique européenne de la culture

La culture constitue le ferment de l'identité d'un peuple, et l'art est le moyen par lequel cette identité est exprimée et préservée. Nous proposons un portefeuille de Commissaire européen en charge des industries créatives, plus approprié qu'un ministère européen de la culture.

Ce commissaire devra :

- aider la société civile à renforcer sa cohésion et à jouer son rôle en tant que moteur et voix des citoyens ;
- susciter une prise de conscience sur leur rôle prépondérant dans la dynamique sociétale européenne ;
- valoriser les efforts fournis par les citoyens dans le façonnage de la cité Europe.
- promouvoir la diversité culturelle et inciter au dialogue interculturel et intergénérationnel.

Par ailleurs, le bénévolat de plus de trois mois doit être reconnu au niveau de l'UE par un certificat donnant droit à des avantages sociaux.

Un monde diversifié, une seule humanité. ENSEMBLE, construisons le RÊVE EUROPÉEN.